

26^e séance

Articles, amendements et annexes

ÉNERGIE

Projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201, 3278).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES À LA DISTRIBUTION DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

Article 6

- ① La loi n^o 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières est modifiée ainsi qu'il suit :
- ② I. – L'article 13 est remplacé par les dispositions suivantes :
- ③ « *Art. 13.* – La gestion d'un réseau de distribution d'électricité ou de gaz naturel desservant plus de 100 000 clients sur le territoire métropolitain est assurée par des personnes morales distinctes de celles qui exercent des activités de production ou de fourniture d'électricité ou de gaz naturel.
- ④ « Sans préjudice des dispositions du sixième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales et de l'article 23-1 de la loi n^o 2000-108 du 10 février 2000, un gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de gaz naturel est notamment chargé de définir et mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux de distribution, d'assurer la conception, la construction des ouvrages et la maîtrise d'œuvre des travaux, de conclure et gérer les contrats de concession, d'assurer dans des conditions objectives et non discriminatoires l'accès aux réseaux de distribution, de réaliser l'exploitation et la maintenance desdits réseaux, de procéder aux comptages nécessaires à l'exercice de ses missions. Des décrets en Conseil d'État précisent, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article. »
- ⑤ II. – L'article 14 est remplacé par les dispositions suivantes :
- ⑥ « *Art. 14.* – I. – La séparation juridique prévue à l'article 13 entraîne le transfert à une entreprise juridiquement distincte :
- ⑦ « – soit des biens propres, autorisations, droits et obligations relatifs à l'activité de gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de gaz naturel, notam-

ment les contrats de travail et les contrats de concession mentionnés aux I et III de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales ;

- ⑧ « – soit des biens de toute nature non liés à l'activité de gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de gaz naturel, avec les autorisations, droits et obligations qui y sont attachés.
- ⑨ « Le transfert n'emporte aucune modification des autorisations et contrats en cours, quelle que soit leur qualification juridique, et n'est de nature à justifier ni la résiliation, ni la modification de l'une quelconque de leurs clauses ni, le cas échéant, le remboursement anticipé des dettes qui en résultent.
- ⑩ « Dans ce cadre, les protocoles conclus en application de la loi n^o 2000-108 du 10 février 2000 et de la loi n^o 2003-8 du 3 janvier 2003 entre les services gestionnaires du réseau public de distribution d'électricité et du réseau public de distribution de gaz naturel et les autres services d'Électricité de France et de Gaz de France acquièrent valeur contractuelle entre chacune de ces deux sociétés et les sociétés qu'elles créent en application de l'article 13 pour exercer leurs activités de gestion de réseaux de distribution d'électricité ou de gaz naturel. Il en est de même des protocoles conclus entre le service commun créé en application de l'article 5 de la loi n^o 46-628 du 8 avril 1946 et les autres services d'Électricité de France et de Gaz de France.
- ⑪ « II. – Les transferts mentionnés au présent article ne donnent pas lieu à la perception de droits, impôts ou taxes de quelque nature que ce soit, et notamment des droits de publicité foncière et des salaires des conservateurs des hypothèques. Ces transferts ne sont pas soumis au droit de préemption de l'article L. 213-1 du code de l'urbanisme. La formalité de publicité foncière des transferts de biens réalisés en application du présent article peut être reportée à la première cession ultérieure des biens considérés. »
- ⑫ III. – L'article 15 est modifié ainsi qu'il suit :
- ⑬ a) Dans la première phrase du septième alinéa, les mots : « ou ceux de la société à laquelle appartient le service gestionnaire de réseau », et les mots : « ou des prérogatives des dirigeants de l'entreprise intégrée » sont supprimés ;
- ⑭ b) Dans la deuxième phrase du septième alinéa, les mots : « les actionnaires ou les dirigeants de l'entreprise doivent, selon le cas, pouvoir notamment » sont remplacés par les mots : « le conseil d'administration ou de surveillance est composé pour sa majorité de membres

élus par l'assemblée générale. Le conseil d'administration ou de surveillance, statuant à la majorité de ses membres élus par l'assemblée générale » ;

- 15 c) Dans le huitième alinéa, le mot : « exercer » est remplacé par le mot : « exerce », et après le mot : « budget », sont insérés les mots suivants : « ainsi que sur la politique de financement et d'investissement » ;
- 16 d) Dans le neuvième alinéa, les mots : « être consultés » sont remplacés par les mots : « est consulté » et les mots : « sur les réseaux, » sont supprimés ;
- 17 e) Au début du dixième alinéa, le mot : « peut » est inséré, et dans le même alinéa, après les mots : « les statuts, aux » sont insérés les mots : « achats et » ;
- 18 f) Le dernier alinéa est supprimé.
- 19 IV. – Après l'article 15, il est inséré un article 15-1 ainsi rédigé :
- 20 « Art. 15-1. – Les sociétés gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité ou de gaz naturel issues de la séparation juridique imposée à Électricité de France et à Gaz de France par l'article 13 sont régies, sauf disposition législative contraire, par les lois applicables aux sociétés anonymes.
- 21 « Les sociétés mentionnées à l'alinéa précédent, dès lors que la majorité du capital de leur société mère est détenue directement ou indirectement par l'État, sont soumises à la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public sans attendre l'expiration du délai mentionné au 4 de l'article 1^{er} de ladite loi. Pour l'application de l'article 6 de cette loi, le conseil d'administration ou de surveillance ne peut comporter plus de deux représentants de l'État, nommés par décret. »

Amendement n° 88547 présenté par M. Lenoir, rapporteur au nom de la commission des affaires économiques, MM. Proriot et Micaut.

Dans l'alinéa 7 de cet article, substituer aux mots : « et les contrats de concession » les mots : « et les droits et obligations résultant des dispositions prévues dans les contrats de concession ».

Sous-amendement n° 137661 présenté par M. Lenoir.

Après les mots : « droits et obligations », rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de cet amendement : « relatifs à la gestion des réseaux de distribution prévus par les contrats de concession ».

Amendements identiques :

Amendements n° 93240 présenté par M. Daniel Paul, n° 93241 présenté par M. Asensi, n° 93242 présenté par M. Biessy, n° 93243 présenté par M. Bocquet, n° 93244 présenté par M. Braouezec, n° 93245 présenté par M. Brard, n° 93246 présenté par M. Brunhes, n° 93247 présenté par Mme Buffet, n° 93248 présenté par M. Chassaigne, n° 93249 présenté par M. Desallangre, n° 93250 présenté par M. Dutoit, n° 93251 présenté par Mme Fraysse, n° 93252 présenté par M. Gerin, n° 93253 présenté par M. Goldberg, n° 93254 présenté par M. Gremetz, n° 93255 présenté par M. Hage, n° 93256 présenté par Mme Jacquaint, n° 93257 présenté par Mme Jambu, n° 93258 présenté par M. Lefort, n° 93259 présenté par M. Liberti, n° 93260 présenté par M. Sandrier et n° 93261 présenté par M. Vaxès.

Compléter l'alinéa 7 de cet article par la phrase suivante :

« Ces biens, autorisations, droits et obligations sont inaliénables. »

Amendements identiques :

Amendements n° 93262 présenté par M. Daniel Paul, n° 93263 présenté par M. Asensi, n° 93264 présenté par M. Biessy, n° 93265 présenté par M. Bocquet, n° 93266 présenté par M. Braouezec, n° 93267 présenté par M. Brard, n° 93268 présenté par M. Brunhes, n° 93269 présenté par Mme Buffet, n° 93270 présenté par M. Chassaigne, n° 93271 présenté par M. Desallangre, n° 93272 présenté par M. Dutoit, n° 93273 présenté par Mme Fraysse, n° 93274 présenté par M. Gerin, n° 93275 présenté par M. Goldberg, n° 93276 présenté par M. Gremetz, n° 93277 présenté par M. Hage, n° 93278 présenté par Mme Jacquaint, n° 93279 présenté par Mme Jambu, n° 93280 présenté par M. Lefort, n° 93281 présenté par M. Liberti, n° 93282 présenté par M. Sandrier et n° 93283 présenté par M. Vaxès.

Compléter l'alinéa 7 de cet article par la phrase suivante :

« Ces biens, autorisations, droits et obligations ne peuvent être transférés à des filiales du gestionnaire de distribution. »

Amendements identiques :

Amendements n° 93592 présenté par M. Daniel Paul, n° 93593 présenté par M. Asensi, n° 93594 présenté par M. Biessy, n° 93595 présenté par M. Bocquet, n° 93596 présenté par M. Braouezec, n° 93597 présenté par M. Brard, n° 93598 présenté par M. Brunhes, n° 93599 présenté par Mme Buffet, n° 93600 présenté par M. Chassaigne, n° 93601 présenté par M. Desallangre, n° 93602 présenté par M. Dutoit, n° 93603 présenté par Mme Fraysse, n° 93604 présenté par M. Gerin, n° 93605 présenté par M. Goldberg, n° 93606 présenté par M. Gremetz, n° 93607 présenté par M. Hage, n° 93608 présenté par Mme Jacquaint, n° 93609 présenté par Mme Jambu, n° 93610 présenté par M. Lefort, n° 93611 présenté par M. Liberti, n° 93612 présenté par M. Sandrier et n° 93613 présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 8 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93614 présenté par M. Daniel Paul, n° 93615 présenté par M. Asensi, n° 93616 présenté par M. Biessy, n° 93617 présenté par M. Bocquet, n° 93618 présenté par M. Braouezec, n° 93619 présenté par M. Brard, n° 93620 présenté par M. Brunhes, n° 93621 présenté par Mme Buffet, n° 93622 présenté par M. Chassaigne, n° 93623 présenté par M. Desallangre, n° 93624 présenté par M. Dutoit, n° 93625 présenté par Mme Fraysse, n° 93626 présenté par M. Gerin, n° 93627 présenté par M. Goldberg, n° 93628 présenté par M. Gremetz, n° 93629 présenté par M. Hage, n° 93630 présenté par Mme Jacquaint, n° 93631 présenté par Mme Jambu, n° 93632 présenté par M. Lefort, n° 93633 présenté par M. Liberti, n° 93634 présenté par M. Sandrier et n° 93635 présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 9 de cet article.

Amendement n° 88548 présenté par M. Lenoir, rapporteur, et M. Saddier.

Dans l'alinéa 9 de cet article, après les mots : « en cours », insérer les mots : « exprès et tacites, ».

Amendement n° 137546 présenté par MM. Herth, Saddier, Bur, Christ, Blessig et Schneider.

Après l'alinéa 9 de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent également en cas de transformation du statut juridique, des distributeurs non nationalisés visés à l'article 23 de la loi du 8 avril 1946 et des distributeurs agréés en vertu du III de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales, réalisée à l'occasion de la séparation juridique mentionnée à l'article 13. »

Amendement n° 137618 présenté par M. Micaux.

Après l'alinéa 9 de cet article, insérer les deux alinéas suivants :

« Lors de la conclusion de nouveaux contrats ou lors du renouvellement ou de la modification des contrats en cours, les contrats de concession portant sur la fourniture d'électricité aux clients raccordés à un réseau de distribution qui n'exercent pas les droits mentionnés à l'article 22 de la loi n° 2000-108 de la loi du 10 février 2000 et sur la gestion du réseau public de distribution sont signés conjointement par les autorités organisatrices de la fourniture et de la distribution d'électricité, ainsi que par le gestionnaire du réseau de distribution, pour la partie relative à la gestion du réseau public de distribution et par Électricité de France ou le distributeur non nationalisé mentionné à l'article 23 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 concerné ou sa filiale constituée en application des articles 13 et 14-I, alinéa 3 de la présente loi pour la partie relative à la fourniture d'électricité aux clients raccordés à un réseau de distribution qui n'exercent pas les droits mentionnés à l'article 22 de la loi n° 2000-108 de la loi du 10 février 2000.

« Les contrats de concession en cours portant sur la fourniture d'électricité aux clients raccordés à un réseau de distribution qui n'exercent pas les droits mentionnés à l'article 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 et sur la gestion du réseau de distribution sont réputés signés conformément aux principes énoncés à l'alinéa précédent. »

Amendements identiques :

Amendements n° 93636 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93637** présenté par M. Asensi, **n° 93638** présenté par M. Biessy, **n° 93639** présenté par M. Bocquet, **n° 93640** présenté par M. Braouezec, **n° 93641** présenté par M. Brard, **n° 93642** présenté par M. Brunhes, **n° 93643** présenté par Mme Buffet, **n° 93644** présenté par M. Chassaigne, **n° 93645** présenté par M. Desallangre, **n° 93646** présenté par M. Dutoit, **n° 93647** présenté par Mme Fraysse, **n° 93648** présenté par M. Gerin, **n° 93649** présenté par M. Goldberg, **n° 93650** présenté par M. Gremetz, **n° 93651** présenté par M. Hage, **n° 93652** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93653** présenté par Mme Jambu, **n° 93654** présenté par M. Lefort, **n° 93655** présenté par M. Liberti, **n° 93656** présenté par M. Sandrier et **n° 93657** présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 10 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93658 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93659** présenté par M. Asensi, **n° 93660** présenté par M. Biessy, **n° 93661** présenté par M. Bocquet, **n° 93662** présenté par M. Braouezec, **n° 93663** présenté par M. Brard, **n° 93664** présenté par M. Brunhes, **n° 93665** présenté par Mme Buffet, **n° 93666** présenté par M. Chassaigne, **n° 93667** présenté par M. Desallangre, **n° 93668** présenté par

M. Dutoit, **n° 93669** présenté par Mme Fraysse, **n° 93670** présenté par M. Gerin, **n° 93671** présenté par M. Goldberg, **n° 93672** présenté par M. Gremetz, **n° 93673** présenté par M. Hage, **n° 93674** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93675** présenté par Mme Jambu, **n° 93676** présenté par M. Lefort, **n° 93677** présenté par M. Liberti, **n° 93678** présenté par M. Sandrier et **n° 93679** présenté par M. Vaxès.

Supprimer la première phrase de l'alinéa 10 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 94076 présenté par M. Daniel Paul, **n° 94077** présenté par M. Asensi, **n° 94078** présenté par M. Biessy, **n° 94079** présenté par M. Bocquet, **n° 94080** présenté par M. Braouezec, **n° 94081** présenté par M. Brard, **n° 94082** présenté par M. Brunhes, **n° 94083** présenté par Mme Buffet, **n° 94084** présenté par M. Chassaigne, **n° 94085** présenté par M. Desallangre, **n° 94086** présenté par M. Dutoit, **n° 94087** présenté par Mme Fraysse, **n° 94088** présenté par M. Gerin, **n° 94089** présenté par M. Goldberg, **n° 94090** présenté par M. Gremetz, **n° 94091** présenté par M. Hage, **n° 94092** présenté par Mme Jacquaint, **n° 94093** présenté par Mme Jambu, **n° 94094** présenté par M. Lefort, **n° 94095** présenté par M. Liberti, **n° 94096** présenté par M. Sandrier et **n° 94097** présenté par M. Vaxès.

Dans la première phrase de l'alinéa 10 de cet article, après les mots : « de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 », insérer les mots : « relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité ».

Amendements identiques :

Amendements n° 94098 présenté par M. Daniel Paul, **n° 94099** présenté par M. Asensi, **n° 94100** présenté par M. Biessy, **n° 94101** présenté par M. Bocquet, **n° 94102** présenté par M. Braouezec, **n° 94103** présenté par M. Brard, **n° 94104** présenté par M. Brunhes, **n° 94105** présenté par Mme Buffet, **n° 94106** présenté par M. Chassaigne, **n° 94107** présenté par M. Desallangre, **n° 94108** présenté par M. Dutoit, **n° 94109** présenté par Mme Fraysse, **n° 94110** présenté par M. Gerin, **n° 94111** présenté par M. Goldberg, **n° 94112** présenté par M. Gremetz, **n° 94113** présenté par M. Hage, **n° 94114** présenté par Mme Jacquaint, **n° 94115** présenté par Mme Jambu, **n° 94116** présenté par M. Lefort, **n° 94117** présenté par M. Liberti, **n° 94118** présenté par M. Sandrier et **n° 94119** présenté par M. Vaxès.

Dans la première phrase de l'alinéa 10 de cet article, après les mots : « de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 », insérer les mots : « relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie ».

Amendements identiques :

Amendements n° 93680 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93681** présenté par M. Asensi, **n° 93682** présenté par M. Biessy, **n° 93683** présenté par M. Bocquet, **n° 93684** présenté par M. Braouezec, **n° 93685** présenté par M. Brard, **n° 93686** présenté par M. Brunhes, **n° 93687** présenté par Mme Buffet, **n° 93688** présenté par M. Chassaigne, **n° 93689** présenté par M. Desallangre, **n° 93690** présenté par M. Dutoit, **n° 93691** présenté par Mme Fraysse, **n° 93692** présenté par M. Gerin, **n° 93693** présenté par M. Goldberg, **n° 93694** présenté par M. Gremetz, **n° 93695** présenté par M. Hage, **n° 93696** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93697** présenté par Mme Jambu, **n° 93698** présenté par M. Lefort, **n° 93699** présenté par M. Liberti, **n° 93700** présenté par M. Sandrier et **n° 93701** présenté par M. Vaxès.

Supprimer la dernière phrase de l'alinéa 10 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 94120 présenté par M. Daniel Paul, **n° 94121** présenté par M. Asensi, **n° 94122** présenté par M. Biessy, **n° 94123** présenté par M. Bocquet, **n° 94124** présenté par M. Braouezec, **n° 94125** présenté par M. Brard, **n° 94126** présenté par M. Brunhes, **n° 94127** présenté par Mme Buffet, **n° 94128** présenté par M. Chassaigne, **n° 94129** présenté par M. Desallangre, **n° 94130** présenté par M. Dutoit, **n° 94131** présenté par Mme Fraysse, **n° 94132** présenté par M. Gerin, **n° 94133** présenté par M. Goldberg, **n° 94134** présenté par M. Gremetz, **n° 94135** présenté par M. Hage, **n° 94136** présenté par Mme Jacquaint, **n° 94137** présenté par Mme Jambu, **n° 94138** présenté par M. Lefort, **n° 94139** présenté par M. Liberti, **n° 94140** présenté par M. Sandrier et **n° 94141** présenté par M. Vaxès.

Dans la dernière phrase de l'alinéa 10 de cet article, après les mots : « de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 », insérer les mots : « sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ».

Amendements identiques :

Amendements n° 93702 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93703** présenté par M. Asensi, **n° 93704** présenté par M. Biessy, **n° 93705** présenté par M. Bocquet, **n° 93706** présenté par M. Braouezec, **n° 93707** présenté par M. Brard, **n° 93708** présenté par M. Brunhes, **n° 93709** présenté par Mme Buffet, **n° 93710** présenté par M. Chassaigne, **n° 93711** présenté par M. Desallangre, **n° 93712** présenté par M. Dutoit, **n° 93713** présenté par Mme Fraysse, **n° 93714** présenté par M. Gerin, **n° 93715** présenté par M. Goldberg, **n° 93716** présenté par M. Gremetz, **n° 93717** présenté par M. Hage, **n° 93718** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93719** présenté par Mme Jambu, **n° 93720** présenté par M. Lefort, **n° 93721** présenté par M. Liberti, **n° 93722** présenté par M. Sandrier et **n° 93723** présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 11 de cet article.

Amendement n° 137545 rectifié présenté par MM. Herth, Saddier, Bur, Christ, Blessig et Schneider.

I. – Rédiger ainsi l'alinéa 11 de cet article :

« II. – Les transferts mentionnés au présent article, quelle que soit la forme qu'ils prennent, notamment apports partiels ou cessions d'actifs et qu'ils portent sur des éléments corporels ou incorporels comme la clientèle ne donnent pas lieu à la perception immédiate ou ultérieure de droits, impôts, notamment plus-values sur éléments corporels ou incorporels, ou taxes de quelque nature que ce soit, si le fait générateur qui en est à l'origine se rattache aux dits transferts, et ceci quelle que soit la durée de détention des titres reçus en contrepartie des apports réalisés. »

II. – Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

« La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée par la majoration à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement et corrélativement pour l'État, par la majoration des droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Amendements identiques :

Amendements n° 93724 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93725** présenté par M. Asensi, **n° 93726** présenté par M. Biessy, **n° 93727** présenté par M. Bocquet, **n° 93728** présenté par M. Braouezec, **n° 93729** présenté par M. Brard, **n° 93730** présenté par M. Brunhes, **n° 93731** présenté par Mme Buffet, **n° 93732** présenté par M. Chassaigne, **n° 93733** présenté par M. Desallangre, **n° 93734** présenté par M. Dutoit, **n° 93735** présenté par Mme Fraysse, **n° 93736** présenté par M. Gerin, **n° 93737** présenté par M. Goldberg, **n° 93738** présenté par M. Gremetz, **n° 93739** présenté par M. Hage, **n° 93740** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93741** présenté par Mme Jambu, **n° 93742** présenté par M. Lefort, **n° 93743** présenté par M. Liberti, **n° 93744** présenté par M. Sandrier et **n° 93745** présenté par M. Vaxès.

Supprimer la première phrase de l'alinéa 11 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93746 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93747** présenté par M. Asensi, **n° 93748** présenté par M. Biessy, **n° 93749** présenté par M. Bocquet, **n° 93750** présenté par M. Braouezec, **n° 93751** présenté par M. Brard, **n° 93752** présenté par M. Brunhes, **n° 93753** présenté par Mme Buffet, **n° 93754** présenté par M. Chassaigne, **n° 93755** présenté par M. Desallangre, **n° 93756** présenté par M. Dutoit, **n° 93757** présenté par Mme Fraysse, **n° 93758** présenté par M. Gerin, **n° 93759** présenté par M. Goldberg, **n° 93760** présenté par M. Gremetz, **n° 93761** présenté par M. Hage, **n° 93762** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93763** présenté par Mme Jambu, **n° 93764** présenté par M. Lefort, **n° 93765** présenté par M. Liberti, **n° 93766** présenté par M. Sandrier et **n° 93767** présenté par M. Vaxès.

Supprimer la deuxième phrase de l'alinéa 11 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93768 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93769** présenté par M. Asensi, **n° 93770** présenté par M. Biessy, **n° 93771** présenté par M. Bocquet, **n° 93772** présenté par M. Braouezec, **n° 93773** présenté par M. Brard, **n° 93774** présenté par M. Brunhes, **n° 93775** présenté par Mme Buffet, **n° 93776** présenté par M. Chassaigne, **n° 93777** présenté par M. Desallangre, **n° 93778** présenté par M. Dutoit, **n° 93779** présenté par Mme Fraysse, **n° 93780** présenté par M. Gerin, **n° 93781** présenté par M. Goldberg, **n° 93782** présenté par M. Gremetz, **n° 93783** présenté par M. Hage, **n° 93784** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93785** présenté par Mme Jambu, **n° 93786** présenté par M. Lefort, **n° 93787** présenté par M. Liberti, **n° 93788** présenté par M. Sandrier et **n° 93789** présenté par M. Vaxès.

Supprimer la dernière phrase de l'alinéa 11 de cet article.

Amendement n° 137633 rectifié présenté par M. Gonnot.

I. – Après l'alinéa 11 de cet article, insérer les 3 alinéas suivants :

« III. – Les dispositions relatives aux transferts mentionnés au I et au II du présent article s'appliquent également :

« – lorsqu'un distributeur non nationalisé mentionné à l'article 23 de la loi n° 46-628 précitée et desservant moins de 100 000 clients choisit de mettre en œuvre la séparation juridique mentionnée à l'article 13 ;

« – en cas de transformation du statut juridique d'un distributeur non nationalisé mentionné à l'article 23 de la loi n° 46-628 précitée, réalisée à l'occasion de la séparation juridique mentionnée à l'article 13. »

II. – Compléter cet article par les 2 alinéas suivants :

« La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

« La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée par la majoration à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement et corrélativement pour l'État, par la majoration des droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Amendements identiques :

Amendements n° 93284 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93285** présenté par M. Asensi, **n° 93286** présenté par M. Biessy, **n° 93287** présenté par M. Bocquet, **n° 93288** présenté par M. Braouezec, **n° 93289** présenté par M. Brard, **n° 93290** présenté par M. Brunhes, **n° 93291** présenté par Mme Buffet, **n° 93292** présenté par M. Chassaigne, **n° 93293** présenté par M. Desallangre, **n° 93294** présenté par M. Dutoit, **n° 93295** présenté par Mme Fraysse, **n° 93296** présenté par M. Gerin, **n° 93297** présenté par M. Goldberg, **n° 93298** présenté par M. Gremetz, **n° 93299** présenté par M. Hage, **n° 93300** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93301** présenté par Mme Jambu, **n° 93302** présenté par M. Lefort, **n° 93303** présenté par M. Liberti, **n° 93304** présenté par M. Sandrier et **n° 93305** présenté par M. Vaxès.

Supprimer les alinéas 12 à 18 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93790 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93791** présenté par M. Asensi, **n° 93792** présenté par M. Biessy, **n° 93793** présenté par M. Bocquet, **n° 93794** présenté par M. Braouezec, **n° 93795** présenté par M. Brard, **n° 93796** présenté par M. Brunhes, **n° 93797** présenté par Mme Buffet, **n° 93798** présenté par M. Chassaigne, **n° 93799** présenté par M. Desallangre, **n° 93800** présenté par M. Dutoit, **n° 93801** présenté par Mme Fraysse, **n° 93802** présenté par M. Gerin, **n° 93803** présenté par M. Goldberg, **n° 93804** présenté par M. Gremetz, **n° 93805** présenté par M. Hage, **n° 93806** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93807** présenté par Mme Jambu, **n° 93808** présenté par M. Lefort, **n° 93809** présenté par M. Liberti, **n° 93810** présenté par M. Sandrier et **n° 93811** présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 12 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93812 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93813** présenté par M. Asensi, **n° 93814** présenté par M. Biessy, **n° 93815** présenté par M. Bocquet, **n° 93816** présenté par M. Braouezec, **n° 93817** présenté par M. Brard, **n° 93818** présenté par M. Brunhes, **n° 93819** présenté par Mme Buffet, **n° 93820** présenté par M. Chassaigne, **n° 93821** présenté par M. Desallangre, **n° 93822** présenté par M. Dutoit, **n° 93823** présenté par Mme Fraysse, **n° 93824** présenté par M. Gerin, **n° 93825** présenté par M. Goldberg, **n° 93826** présenté par M. Gremetz, **n° 93827** présenté par M. Hage, **n° 93828** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93829** présenté par Mme Jambu, **n° 93830** présenté par M. Lefort, **n° 93831** présenté par M. Liberti, **n° 93832** présenté par M. Sandrier et **n° 93833** présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 13 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93834 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93835** présenté par M. Asensi, **n° 93836** présenté par M. Biessy, **n° 93837** présenté par M. Bocquet, **n° 93838** présenté par M. Braouezec, **n° 93839** présenté par M. Brard, **n° 93840** présenté par M. Brunhes, **n° 93841** présenté par Mme Buffet, **n° 93842** présenté par M. Chassaigne, **n° 93843** présenté par M. Desallangre, **n° 93844** présenté par M. Dutoit, **n° 93845** présenté par Mme Fraysse, **n° 93846** présenté par M. Gerin, **n° 93847** présenté par M. Goldberg, **n° 93848** présenté par M. Gremetz, **n° 93849** présenté par M. Hage, **n° 93850** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93851** présenté par Mme Jambu, **n° 93852** présenté par M. Lefort, **n° 93853** présenté par M. Liberti, **n° 93854** présenté par M. Sandrier et **n° 93855** présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 14 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93856 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93857** présenté par M. Asensi, **n° 93858** présenté par M. Biessy, **n° 93859** présenté par M. Bocquet, **n° 93860** présenté par M. Braouezec, **n° 93861** présenté par M. Brard, **n° 93862** présenté par M. Brunhes, **n° 93863** présenté par Mme Buffet, **n° 93864** présenté par M. Chassaigne, **n° 93865** présenté par M. Desallangre, **n° 93866** présenté par M. Dutoit, **n° 93867** présenté par Mme Fraysse, **n° 93868** présenté par M. Gerin, **n° 93869** présenté par M. Goldberg, **n° 93870** présenté par M. Gremetz, **n° 93871** présenté par M. Hage, **n° 93872** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93873** présenté par Mme Jambu, **n° 93874** présenté par M. Lefort, **n° 93875** présenté par M. Liberti, **n° 93876** présenté par M. Sandrier et **n° 93877** présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 15 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93878 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93879** présenté par M. Asensi, **n° 93880** présenté par M. Biessy, **n° 93881** présenté par M. Bocquet, **n° 93882** présenté par M. Braouezec, **n° 93883** présenté par M. Brard, **n° 93884** présenté par M. Brunhes, **n° 93885** présenté par Mme Buffet, **n° 93886** présenté par M. Chassaigne, **n° 93887** présenté par M. Desallangre, **n° 93888** présenté par M. Dutoit, **n° 93889** présenté par Mme Fraysse, **n° 93890** présenté par M. Gerin, **n° 93891** présenté par M. Goldberg, **n° 93892** présenté par M. Gremetz, **n° 93893** présenté par M. Hage, **n° 93894** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93895** présenté par Mme Jambu, **n° 93896** présenté par M. Lefort, **n° 93897** présenté par M. Liberti, **n° 93898** présenté par M. Sandrier et **n° 93899** présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 16 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93900 présenté par M. Daniel Paul, **n° 93901** présenté par M. Asensi, **n° 93902** présenté par M. Biessy, **n° 93903** présenté par M. Bocquet, **n° 93904** présenté par M. Braouezec, **n° 93905** présenté par M. Brard, **n° 93906** présenté par M. Brunhes, **n° 93907** présenté par Mme Buffet, **n° 93908** présenté par M. Chassaigne, **n° 93909** présenté par M. Desallangre, **n° 93910** présenté par M. Dutoit, **n° 93911** présenté par Mme Fraysse, **n° 93912** présenté par M. Gerin, **n° 93913** présenté par M. Goldberg, **n° 93914** présenté par M. Gremetz, **n° 93915** présenté par M. Hage, **n° 93916** présenté par Mme Jacquaint, **n° 93917**

présenté par Mme Jambu, n° 93918 présenté par M. Lefort, n° 93919 présenté par M. Liberti, n° 93920 présenté par M. Sandrier et n° 93921 présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 17 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93922 présenté par M. Daniel Paul, n° 93923 présenté par M. Asensi, n° 93924 présenté par M. Biessy, n° 93925 présenté par M. Bocquet, n° 93926 présenté par M. Braouezec, n° 93927 présenté par M. Brard, n° 93928 présenté par M. Brunhes, n° 93929 présenté par Mme Buffet, n° 93930 présenté par M. Chassaigne, n° 93931 présenté par M. Desallangre, n° 93932 présenté par M. Dutoit, n° 93933 présenté par Mme Fraysse, n° 93934 présenté par M. Gerin, n° 93935 présenté par M. Goldberg, n° 93936 présenté par M. Gremetz, n° 93937 présenté par M. Hage, n° 93938 présenté par Mme Jacquaint, n° 93939 présenté par Mme Jambu, n° 93940 présenté par M. Lefort, n° 93941 présenté par M. Liberti, n° 93942 présenté par M. Sandrier et n° 93943 présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 18 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93306 présenté par M. Daniel Paul, n° 93307 présenté par M. Asensi, n° 93308 présenté par M. Biessy, n° 93309 présenté par M. Bocquet, n° 93310 présenté par M. Braouezec, n° 93311 présenté par M. Brard, n° 93312 présenté par M. Brunhes, n° 93313 présenté par Mme Buffet, n° 93314 présenté par M. Chassaigne, n° 93315 présenté par M. Desallangre, n° 93316 présenté par M. Dutoit, n° 93317 présenté par Mme Fraysse, n° 93318 présenté par M. Gerin, n° 93319 présenté par M. Goldberg, n° 93320 présenté par M. Gremetz, n° 93321 présenté par M. Hage, n° 93322 présenté par Mme Jacquaint, n° 93323 présenté par Mme Jambu, n° 93324 présenté par M. Lefort, n° 93325 présenté par M. Liberti, n° 93326 présenté par M. Sandrier et n° 93327 présenté par M. Vaxès.

Supprimer les alinéas 19 à 21 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93944 présenté par M. Daniel Paul, n° 93945 présenté par M. Asensi, n° 93946 présenté par M. Biessy, n° 93947 présenté par M. Bocquet, n° 93948 présenté par M. Braouezec, n° 93949 présenté par M. Brard, n° 93950 présenté par M. Brunhes, n° 93951 présenté par Mme Buffet, n° 93952 présenté par M. Chassaigne, n° 93953 présenté par M. Desallangre, n° 93954 présenté par M. Dutoit, n° 93955 présenté par Mme Fraysse, n° 93956 présenté par M. Gerin, n° 93957 présenté par M. Goldberg, n° 93958 présenté par M. Gremetz, n° 93959 présenté par M. Hage, n° 93960 présenté par Mme Jacquaint, n° 93961 présenté par Mme Jambu, n° 93962 présenté par M. Lefort, n° 93963 présenté par M. Liberti, n° 93964 présenté par M. Sandrier et n° 93965 présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 19 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93966 présenté par M. Daniel Paul, n° 93967 présenté par M. Asensi, n° 93968 présenté par M. Biessy, n° 93969 présenté par M. Bocquet, n° 93970 présenté par M. Braouezec, n° 93971 présenté par M. Brard, n° 93972 présenté par M. Brunhes, n° 93973 présenté

par Mme Buffet, n° 93974 présenté par M. Chassaigne, n° 93975 présenté par M. Desallangre, n° 93976 présenté par M. Dutoit, n° 93977 présenté par Mme Fraysse, n° 93978 présenté par M. Gerin, n° 93979 présenté par M. Goldberg, n° 93980 présenté par M. Gremetz, n° 93981 présenté par M. Hage, n° 93982 présenté par Mme Jacquaint, n° 93983 présenté par Mme Jambu, n° 93984 présenté par M. Lefort, n° 93985 présenté par M. Liberti, n° 93986 présenté par M. Sandrier et n° 93987 présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 20 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 93328 présenté par M. Daniel Paul, n° 93329 présenté par M. Asensi, n° 93330 présenté par M. Biessy, n° 93331 présenté par M. Bocquet, n° 93332 présenté par M. Braouezec, n° 93333 présenté par M. Brard, n° 93334 présenté par M. Brunhes, n° 93335 présenté par Mme Buffet, n° 93336 présenté par M. Chassaigne, n° 93337 présenté par M. Desallangre, n° 93338 présenté par M. Dutoit, n° 93339 présenté par Mme Fraysse, n° 93340 présenté par M. Gerin, n° 93341 présenté par M. Goldberg, n° 93342 présenté par M. Gremetz, n° 93343 présenté par M. Hage, n° 93344 présenté par Mme Jacquaint, n° 93345 présenté par Mme Jambu, n° 93346 présenté par M. Lefort, n° 93347 présenté par M. Liberti, n° 93348 présenté par M. Sandrier et n° 93349 présenté par M. Vaxès.

Substituer aux alinéas 20 et 21 de cet article les deux alinéas suivants :

« Le capital de la société gestionnaire de réseaux de distribution de gaz issue de la séparation juridique imposée à Gaz de France par l'article 13 ne peut être détenu que par GDF, l'État ou des entreprises ou organismes appartenant au secteur public.

« Le capital de la société gestionnaire de réseaux de distribution d'électricité issue de la séparation juridique imposée à Électricité de France par l'article 13 ne peut être détenu que par EDF, l'État ou d'autres entreprises ou organismes appartenant au secteur public. »

Amendements identiques :

Amendements n° 93988 présenté par M. Daniel Paul, n° 93989 présenté par M. Asensi, n° 93990 présenté par M. Biessy, n° 93991 présenté par M. Bocquet, n° 93992 présenté par M. Braouezec, n° 93993 présenté par M. Brard, n° 93994 présenté par M. Brunhes, n° 93995 présenté par Mme Buffet, n° 93996 présenté par M. Chassaigne, n° 93997 présenté par M. Desallangre, n° 93998 présenté par M. Dutoit, n° 93999 présenté par Mme Fraysse, n° 94000 présenté par M. Gerin, n° 94001 présenté par M. Goldberg, n° 94002 présenté par M. Gremetz, n° 94003 présenté par M. Hage, n° 94004 présenté par Mme Jacquaint, n° 94005 présenté par Mme Jambu, n° 94006 présenté par M. Lefort, n° 94007 présenté par M. Liberti, n° 94008 présenté par M. Sandrier et n° 94009 présenté par M. Vaxès.

Supprimer l'alinéa 21 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 94010 présenté par M. Daniel Paul, n° 94011 présenté par M. Asensi, n° 94012 présenté par M. Biessy, n° 94013 présenté par M. Bocquet, n° 94014 présenté par M. Braouezec, n° 94015 présenté par M. Brard, n° 94016 présenté par M. Brunhes, n° 94017 présenté par Mme Buffet, n° 94018 présenté par M. Chassaigne,

n° 94019 présenté par M. Desallangre, n° 94020 présenté par M. Dutoit, n° 94021 présenté par Mme Fraysse, n° 94022 présenté par M. Gerin, n° 94023 présenté par M. Goldberg, n° 94024 présenté par M. Gremetz, n° 94025 présenté par M. Hage, n° 94026 présenté par Mme Jacquaint, n° 94027 présenté par Mme Jambu, n° 94028 présenté par M. Lefort, n° 94029 présenté par M. Liberti, n° 94030 présenté par M. Sandrier et n° 94031 présenté par M. Vaxès.

Supprimer la première phrase de l'alinéa 21 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 94032 présenté par M. Daniel Paul, n° 94033 présenté par M. Asensi, n° 94034 présenté par M. Biessy, n° 94035 présenté par M. Bocquet, n° 94036 présenté par M. Braouezec, n° 94037 présenté par M. Brard, n° 94038 présenté par M. Brunhes, n° 94039 présenté par Mme Buffet, n° 94040 présenté par M. Chassaingne, n° 94041 présenté par M. Desallangre, n° 94042 présenté par M. Dutoit, n° 94043 présenté par Mme Fraysse, n° 94044 présenté par M. Gerin, n° 94045 présenté par M. Goldberg, n° 94046 présenté par M. Gremetz, n° 94047 présenté par M. Hage, n° 94048 présenté par Mme Jacquaint, n° 94049 présenté par Mme Jambu, n° 94050 présenté par M. Lefort, n° 94051 présenté par M. Liberti, n° 94052 présenté par M. Sandrier et n° 94053 présenté par M. Vaxès.

Supprimer la dernière phrase de l'alinéa 21 de cet article.

Amendements identiques :

Amendements n° 94142 présenté par M. Daniel Paul, n° 94143 présenté par M. Asensi, n° 94144 présenté par M. Biessy, n° 94145 présenté par M. Bocquet, n° 94146 présenté par M. Braouezec, n° 94147 présenté par M. Brard, n° 94148 présenté par M. Brunhes, n° 94149 présenté par Mme Buffet, n° 94150 présenté par M. Chassaingne, n° 94151 présenté par M. Desallangre, n° 94152 présenté par M. Dutoit, n° 94153 présenté par Mme Fraysse, n° 94154 présenté par M. Gerin, n° 94155 présenté par M. Goldberg, n° 94156 présenté par M. Gremetz, n° 94157 présenté par M. Hage, n° 94158 présenté par Mme Jacquaint, n° 94159 présenté par Mme Jambu, n° 94160 présenté par M. Lefort, n° 94161 présenté par M. Liberti, n° 94162 présenté par M. Sandrier et n° 94163 présenté par M. Vaxès.

Dans la dernière phrase de l'alinéa 21 de cet article, substituer au mot : « cette » le mot : « ladite ».

Amendements identiques :

Amendements n° 94164 présenté par M. Daniel Paul, n° 94165 présenté par M. Asensi, n° 94166 présenté par M. Biessy, n° 94167 présenté par M. Bocquet, n° 94168 présenté par M. Braouezec, n° 94169 présenté par M. Brard, n° 94170 présenté par M. Brunhes, n° 94171 présenté par Mme Buffet, n° 94172 présenté par M. Chassaingne, n° 94173 présenté par M. Desallangre, n° 94174 présenté par M. Dutoit, n° 94175 présenté par Mme Fraysse, n° 94176 présenté par M. Gerin, n° 94177 présenté par M. Goldberg, n° 94178 présenté par M. Gremetz, n° 94179 présenté par M. Hage, n° 94180 présenté par Mme Jacquaint, n° 94181 présenté par Mme Jambu, n° 94182 présenté par M. Lefort, n° 94183 présenté par M. Liberti, n° 94184 présenté par M. Sandrier et n° 94185 présenté par M. Vaxès.

Dans la dernière phrase de l'alinéa 21 de cet article, substituer aux mots : « cette loi » les mots : « la loi susmentionnée ».

Amendements identiques :

Amendements n° 93350 présenté par M. Daniel Paul, n° 93351 présenté par M. Asensi, n° 93352 présenté par M. Biessy, n° 93353 présenté par M. Bocquet, n° 93354 présenté par M. Braouezec, n° 93355 présenté par M. Brard, n° 93356 présenté par M. Brunhes, n° 93357 présenté par Mme Buffet, n° 93358 présenté par M. Chassaingne, n° 93359 présenté par M. Desallangre, n° 93360 présenté par M. Dutoit, n° 93361 présenté par Mme Fraysse, n° 93362 présenté par M. Gerin, n° 93363 présenté par M. Goldberg, n° 93364 présenté par M. Gremetz, n° 93365 présenté par M. Hage, n° 93366 présenté par Mme Jacquaint, n° 93367 présenté par Mme Jambu, n° 93368 présenté par M. Lefort, n° 93369 présenté par M. Liberti, n° 93370 présenté par M. Sandrier et n° 93371 présenté par M. Vaxès.

Dans la dernière phrase de l'alinéa 21 de cet article, substituer aux mots : « ne peut comporter plus de deux » les mots : « comporte un tiers de ».

Annexes

DÉPÔT D'UNE LETTRE RECTIFICATIVE

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 21 septembre 2006, de M. le Premier ministre, une lettre rectificative au projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié n° 3175.

La lettre rectificative sera imprimée sous le n° 3337, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 21 septembre 2006, de Mme Martine Billard, MM. Yves Cochet et Noël Mamère, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'application de la circulaire (NOR : *INTK0600058C*) concernant les mesures à prendre pour les ressortissants étrangers en situation irrégulière dont au moins un enfant est scolarisé, et relative à la situation des familles ayant déposé un dossier dans le cadre de cette circulaire, et des jeunes adultes en situation irrégulière.

Cette proposition de résolution, n° 3336, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT D'UN RAPPORT D'INFORMATION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 21 septembre 2006, de M. Pierre Méhaignerie, un rapport d'information, n° 3335, déposé en application de l'article 146 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan relatif à l'enquête de la Cour des comptes sur les exonérations de charges sociales en faveur des peu qualifiés.

DÉPÔT D'UN AVIS

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 20 septembre 2006, de M. Patrick Ollier, un avis, n° 3334, fait au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (n° 3175).

SAISINE POUR AVIS D'UNE COMMISSION

La commission des finances, de l'économie et du Plan a décidé de se saisir pour avis des articles 6, 12, 16 à 19 et 37 à 42 du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (n° 3175).

TEXTES SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION*Transmissions*

M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à M. le président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

Communications du 20 septembre 2006

E 3240. – Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et l'Uruguay. – Proposition de règlement du Conseil concernant la mise en œuvre de l'accord conclu par la CE à l'issue des négociations menées dans le cadre du paragraphe 6 de l'article XXIV du GATT de 1994, et complétant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (COM [2006] 0449 final) ;

E 3241. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la communication de statistiques sur les captures nominales des États membres se livrant à la pêche dans l'Atlantique du Nord-Est (COM [2006] 497 final).

Notification d'adoptions définitives

Il résulte d'une lettre de M. le Premier ministre qu'ont été adoptés définitivement par les instances de l'Union européenne les textes suivants :

Communications du 20 septembre 2006

E 2577 (COM [2004] 279 final). – Proposition de directive du Parlement européen relative à la mise en œuvre du principe

de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte).

Adoption définitive le 5 juillet 2006.

E 2661 (COM [2004] 496 final). – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'institution d'un groupement européen de coopération transfrontalière (CEGT).

Adoption définitive le 5 juillet 2006.

E 2480 (COM [2005] 47 final). – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les droits des personnes à mobilité réduite lorsqu'elles font des voyages aériens.

Adoption définitive le 5 juillet 2006.

CONVOCATION DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La conférence, constituée conformément à l'article 49 du règlement, est convoquée pour le **mardi 26 septembre 2006**, à **10 heures**, dans les salons de la présidence.

ERRATUM

(Journal officiel, n° 42 bis A.N. (C.R.) du jeudi 11 mai 2006)

Page 27, première colonne, Dépôt d'un rapport d'information, lire :

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 10 mai 2006, de M. Luc Chatel un rapport d'information, n° 3077, déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n° 2005-67 du 28 janvier 2005 tendant à conforter la confiance et la protection du consommateur.

